



**MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
ET DE LA JEUNESSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### POINT DE SITUATION : ACTES MALVEILLANTS VISANT LES ENVIRONNEMENTS NUMÉRIQUES DE TRAVAIL (ENT)

Lundi 25 mars 2024

Au total, près de 130 établissements ont été ciblés par des actes malveillants visant les environnements numériques de travail (ENT) depuis la semaine dernière. Ces situations ont toutes été signalées à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et à l'autorité judiciaire.

#### Point de situation :

- **Jeudi 21 mars** : Une vague massive de menaces (comportant une vidéo très violente) a ciblé 74 lycées via la messagerie de l'ENT de la région Ile-de-France, qui a ouvert une cellule de crise et décidé de l'arrêt de l'ENT.
- **Vendredi 22 mars** :
  - Extension (alerte à la bombe sans la vidéo) à l'ENT départemental de Seine-et-Marne (77) visant 22 collèges. Ouverture d'une cellule de crise départementale et arrêt de la messagerie de l'ENT.
  - La région Alsace (académie de Strasbourg) a détecté une importante campagne d'hameçonnage (phishing) en cours et des messages de menaces pour 11 collèges et lycées. La messagerie externe de l'ENT a été stoppée.
- **Samedi 23 mars** : La région académique Hauts-de-France regroupant les académies d'Amiens et Lille, a signalé des menaces via l'ENT régional pour 18 collèges et lycées.
- **Lundi 25 mars** : des envois de menaces signalés via l'ENT CD54. Décision prise par la région Grand Est et la Région académique de stopper la messagerie ENT et de lancer une campagne de réinitialisation de comptes d'accès (à ce stade qualification en cours).

#### Analyse des faits

Les enquêtes judiciaires d'une précédente vague d'actes malveillants datant de 2023 ont montré que les usurpations de comptes d'accès des élèves ou des familles étaient liés à des logiciels malveillants dérobeurs de mots de passes (« stealer »), très largement diffusés dans le monde depuis 2022, implantés dans des logiciels contrefaits (« crackés » ou détournés de leur usage).

Au stade actuel des connaissances, l'hypothèse la plus probable est constituée par la publication sur internet de nouvelles bases de données d'identifiants volés, qui contiennent, entre autre, des identifiants d'accès à des ENT. Des individus mal intentionnés peuvent ainsi disposer, gratuitement ou pour quelques euros, d'identifiants volés leur permettant d'envoyer des menaces.

Dans une moindre mesure, une partie des identifiants volés peuvent aussi être issues de campagnes d'hameçonnage réussies.

En lien étroit avec les services académiques, les collectivités territoriales poursuivent l'analyse des incidents, comme demandé par la ministre. Néanmoins à ce stade il n'a pas été relevé dans ces ENT d'intrusions par exploitation de failles ou de vulnérabilité de sécurité.

**Contacts presse :**

**Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse**

**Tél : 01 55 55 30 10**

**Mél : [spresse@education.gouv.fr](mailto:spresse@education.gouv.fr)**

**[www.education.gouv.fr/espace-presse](http://www.education.gouv.fr/espace-presse)**